Commune : 13211
LA POMME (MARSEILLE)

Numéro d'ordre du document d'arpentage :
603 X
Document vérifié et numéroté le ..... / ..... / .....
A .....
Par .....

Section(s) : 1
Feuille(s) : 1
Qualité du plan : 1
Echelle d'origine : 1/500
Echelle d'édition : 1/1500
Date de l'édition : 02/10/2013

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n°55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

~~A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;~~

~~B - En conformité d'un piquetage : ..... effectué sur le terrain ;~~

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 31/05/2013 , par M. François HOSPITAL géomètre à LA VALETTE DU VAR

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

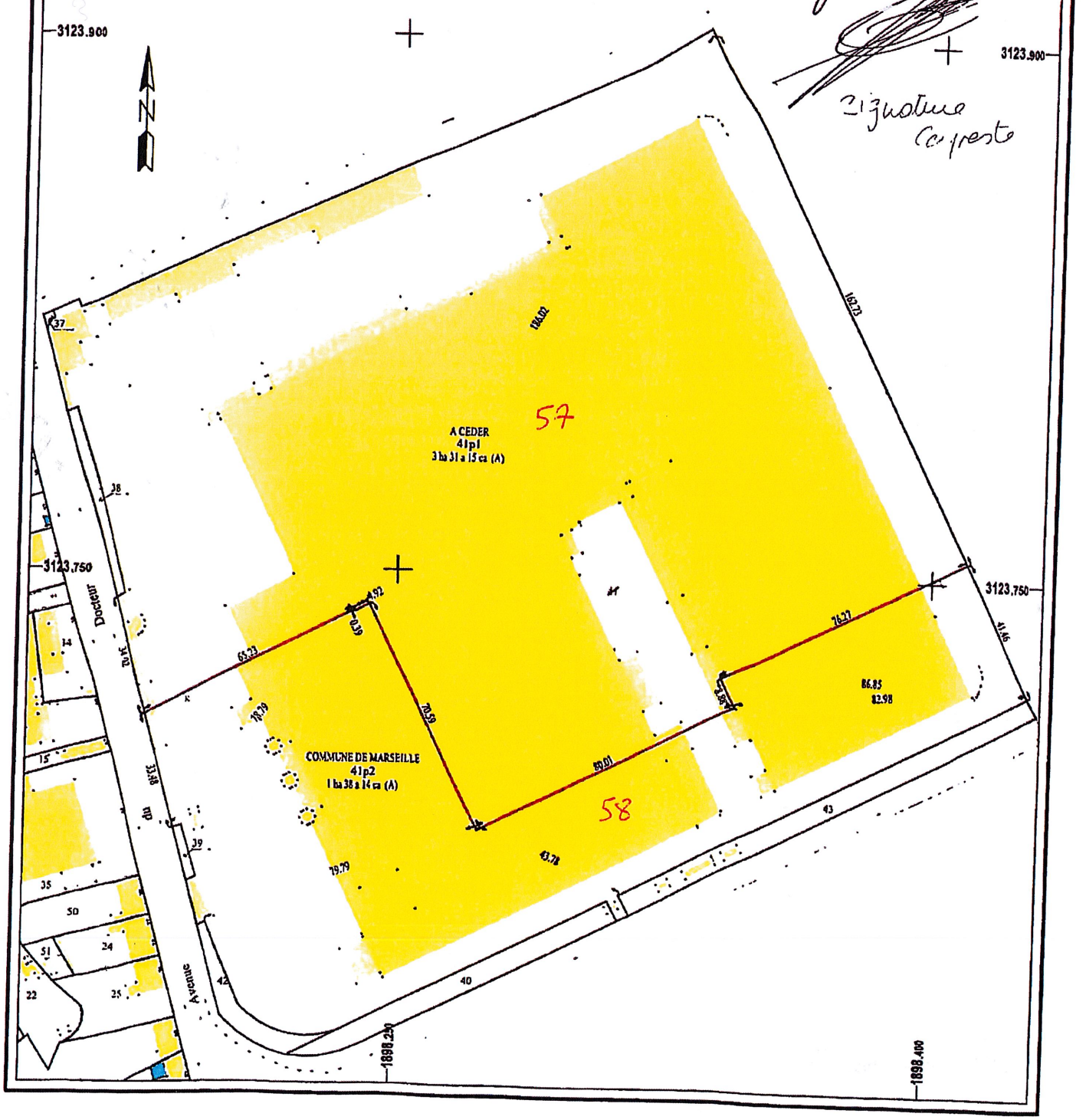
A LA VALETTE DU VAR , le 02/10/13

Pour le Maire
L'Adjointe Déléguée
Danielle SERVANT

Cachet du rédacteur du document :

Document dressé par (2) :
M. François HOSPITAL Géomètre Expert
à LA VALETTE DU VAR
Date : 02/10/13
Signature :
Cpsia MEDITERRANEE
François HOSPITAL
Géomètre Expert
83160 La Valette
Tél. 04 94 23 93 00
13008 Marseille
Tél. 04 91 79 38 75
Numéro Ordinal 41[illegible]

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan renové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent eux-mêmes effectuer eux-même le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Précisez les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualité de l'autorité expropriant).



Reçu au Contrôle de légalité le 23 décembre 2015

PLAN DE DIVISION FONCIERE

ECHELLE 1/1000

DOSSIER No : 12 6223/02

Site livoire et correct

Av. Dr Heckel / Bd de la Valbarelle

partie conservée par UDM (Bataillon Marins Pompiers)

partie cédée à NPM

Reçu au Contrôle de légalité le 23 décembre 2015